

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Service de la coordination  
des politiques publiques  
Bureau des procédures environnementales

**ARRETE PREFECTORAL DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**

Société Advenis property management – modification des prescriptions applicables à la plate-forme logistique de Gondreville

N° 2019/0557

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son article R. 181-45 ;

Vu le décret n° 2004/374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et ouvrant certaines rubriques au régime de l'enregistrement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2001/301 du 7 septembre 2001, modifié par l'arrêté complémentaire 2004-304 du 5 novembre 2004, autorisant l'exploitation d'une plateforme logistique au sein de la zone d'activités de GONDREVILLE-FONTENOY, sur le territoire de la commune de GONDREVILLE (54840) ;

Vu le récépissé du 22 janvier 2018 prenant acte de la déclaration présentée par la société ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT pour la reprise en charge de l'exploitation de la plate-forme logistique autorisée par l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2001 modifié ;

Vu les courriers des 9 novembre 2016, du 30 janvier 2018, du 4 avril 2018 et du 6 mars 2019 par lesquels les deux derniers exploitants de la plat-forme logistique susvisée portent à la connaissance les modifications envisagées des conditions d'exploitation et demandent l'atténuation de certaines prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2001 modifié ;

Vu l'avis favorable émis par le Service départemental d'incendie et de secours dans son courrier du 6 avril 2017 à la proposition de l'exploitant de la plate-forme logistique sus-visée de remplacer le plan d'opération interne par un plan de secours,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé PP/AN/NW/476-2019 du 17 octobre 2019 et le projet d'arrêté, annexé à ce rapport, modifiant les prescriptions applicables à la plate-forme logistique sus-visée ;

Adresse postale : Préfecture de Meurthe-et-Moselle 1, rue Préfet Claude Erignac – Co 60031 – 54038 NANCY CEDEX  
Téléphone : 03 83 34 26 26 Fax : 03 83 34 52 34

Accueil du public : 6, rue Sainte Catherine 54000 NANCY  
Retrouvez les horaires d'accueil des services sur <http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr> ou sur notre serveur vocal 03 83 34 22 44

Considérant que la société ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT est régulièrement autorisée à exploiter une plateforme logistique sur la zone internationale d'activités de GONDREVILLE-FONTENOY sur le territoire de la commune de GONDREVILLE (54840) ;

Considérant qu'il y a lieu, pour reconnaître à l'exploitant le bénéfice de l'antériorité, de mettre à jour le tableau de classement des installations exploitées par la société ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT sur le territoire de la commune de GONDREVILLE, figurant à l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2001 ;

Considérant que les bâtiments B, C, D et E de l'entrepôt couvert de matières combustibles prévus initialement dans l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 7 septembre 2001, n'ont pas été construits et que seul le bâtiment A d'une surface au sol de 23 932 m<sup>2</sup> est aujourd'hui exploité ;

Considérant que les modifications apportées aux conditions d'exploitation de la plate-forme logistique susvisée ne sont pas substantielles mais nécessitent d'adapter et compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 7 septembre 2001 modifié ;

Considérant qu'un avis de la Commission Départementale de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques n'est pas requis dans la mesure où les modifications projetées ne sont pas substantielles ;

Sur proposition de la Secrétaire générale de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> – Champ et portée du présent arrêté

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2001 modifié, autorisant la société ADVENIS PROPERTY MANAGEMENT domicilié 12 rue Médéric – 75017 PARIS, à exploiter une plateforme logistique sur la zone internationale d'activités de GONDREVILLE-FONTENOY sur le territoire de la commune de GONDREVILLE, sont modifiées et complétées par les prescriptions du présent arrêté qu'elle est tenue de respecter strictement.

### Article 2 – Composition de la plateforme

Le contenu de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2001 est remplacé par les prescriptions suivantes :

*« L'entrepôt couvert de matières combustibles est composé d'un bâtiment A, d'une longueur de 193 m pour une largeur de 124 m, comportant 2 cellules.*

*Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2001 qui concernent directement les bâtiments B, C, D, ou E ne sont pas applicables.»*

### Article 3 : Classement

Le tableau de classement des installations de l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2001 est remplacé par celui qui suit :

Rubrique	Désignation de la rubrique	Capacité de l'installation	Régime (1)
1510-2	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts,	Bâtiment A: 220296m <sup>3</sup>	E



	le volume de l'entrepôt étant supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 300 000 m <sup>3</sup> .		
1530-2	Dépôt de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public, le volume total susceptible d'être stocké dans l'installation étant supérieur à 20 000 m <sup>3</sup> mais inférieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> .	46500m <sup>3</sup>	E
2910-A-2	Installations de combustion consommant exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse, la puissance thermique nominale des installations étant supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW.	Puissance thermique totale: 1,28MW	DC
2925	Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW.	70kW	D
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou 3 à l'exclusion de la rubrique 4330, La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t.	5t (Cellule 2)	NC
4734-2	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes ; gazoles ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant inférieure à 50 t.	Gazole: 0,850t (locaux sprinkler)	NC

(1) : E (Enregistrement), DC (Déclaration avec contrôle par un organisme agréé), D (Déclaration), NC (Non Classée).

#### Article 4 – Produits interdits

Le contenu de l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2001 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Le stockage des matières suivantes est interdit :

- substances radioactives ;
- produits explosifs ;
- matières dangereuses : substances ou mélanges visés par les rubriques 4XXX, 1450, 143, sauf un tonnage maximal de 5 t de matières dangereuses de la rubrique 4331 ;
- matières plastiques en stockage distinct (autres qu'englobées dans la rubrique 1510) et pneumatiques ;
- huiles alimentaires ou non ;
- vêtements sur cintres ;
- stockage exclusif de palette et cagettes vides (bois ou plastique). »

#### Article 5 – État des matières stockées

Le contenu de l'article 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2001 est remplacé par les prescriptions suivantes:

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, auquel est annexé un plan général des stockages.

L'exploitant dispose, sur la plate-forme logistique et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »

#### Article 6 – Stockage de liquides inflammables dans la cellule 2 (côté Sud du bâtiment)

Le contenu de l'article 16.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2001 est complété par les dispositions suivantes :

##### **« Stockage de liquides inflammables dans la cellule 2 :**

La zone de stockage des liquides inflammables est située contre une paroi REI 120 qui sépare les cellules 1 et 2, à au moins 10 m des bureaux ou locaux sociaux isolés de la cellule 2 par une paroi REI 120.

La zone particulière fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques, en particulier :

Les liquides inflammables sont entreposés dans sept alvéoles d'un palettier, au niveau du sol. Ces alvéoles dédiées au stockage des liquides inflammables sont munies de rétention permettant de collecter les éventuels déversements accidentels. Ce stockage a une longueur d'environ 17 m et une largeur d'environ 1,5 m. Sa hauteur est d'environ 1,5 m.

En complément du système d'extinction automatique présent dans la cellule, le palettier de la zone de stockage des liquides inflammables est équipé d'un système d'extinction automatique adapté.

Rétention : lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. »

#### Article 7 – Plan de défense contre l'incendie de la plate-forme

Le contenu de l'article 29 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 septembre 2001 est remplacé par les prescriptions suivantes :

« Un plan de défense contre l'incendie est établi par l'exploitant. Il comprend :

- le schéma d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;

*mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;*

- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique ;*
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage ;*
- la localisation des interrupteurs centraux lorsqu'ils existent ;*
- les mesures particulières prévues en cas d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.*

*Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service extérieur d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.*

*Ce plan de défense contre l'incendie est tenu à jour. »*

## DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

### Article 8 – Infractions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté pourront entraîner l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 7 du livre I du Code de l'environnement.

### Article 9 – Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1° – une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Gondreville et pourra être consultée par toute personne intéressée,

2° – un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture.

3° – L'intégralité du présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée minimale de quatre mois.

### Article 10 – Droit des tiers

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement.

### Article 11 – Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (directement au 5, place de la Carrière, Case Officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex, ou via l'application informatique « Télérecours Citoyens » [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :



1° par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

2° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du jour où la dernière formalité de publication a été accomplie. Si l'affichage en mairie constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de cette décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### Article 12 – Exécution de l'arrêté

La secrétaire générale de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de Gondreville, l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié :

– à la société Advenis property management

et dont une copie sera adressée :

- à la sous-préfète de Toul,
- au directeur départemental des territoires,
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours.

Nancy, le - 6 DEC. 2010

le préfet,

Pour le préfet,  
la secrétaire générale

Marie-Blanche BERNARD